

Compte-rendu de réunion du 13-01-2026

Contexte du projet

Cette réunion constitue la **première réunion de travail** d'un projet porté par l'Institut écocitoyen de l'Aude et **financé par la Fondation de France**. Le projet vise à analyser et documenter les **nouveaux risques de pollution associés aux événements climatiques extrêmes** (incendies et méga-feux, inondations, submersions marines, canicules, sécheresses, tempêtes), dans un département particulièrement exposé.

L'objectif est de mieux comprendre les interactions entre aléas climatiques, pollutions chimiques et impacts sanitaires, et de contribuer au développement d'une **culture du risque** partagée, fondée sur des données scientifiques et citoyennes.

Participants

Denis, Christine, Jed, Magda, Anne, Karine, Gilles, Bertrand, Didier, Viviane

Points abordés

1. Préambules et élargissement des thématiques

Il a été souligné qu'un **volet spécifique sur la santé mentale** mériterait d'être intégré au projet. Les catastrophes climatiques peuvent générer des traumatismes durables, en lien notamment avec l'**éco-anxiété**. Cet aspect pourrait constituer un axe à part entière du travail sur la culture du risque.

Par ailleurs, la nécessité de **définir précisément les aléas climatiques** a été discutée :

- distinction entre catastrophes naturelles et aléas climatiques,
- caractérisation de leur ampleur,
- différenciation entre phénomènes brutaux, continus ou lents.

Une grille de lecture commune pourrait inclure : inondations, submersions marines, canicules, sécheresses, tempêtes et incendies, ces derniers pouvant notamment entraîner une dissémination de polluants par le vent.

2. Cartographies, données et participation citoyenne

Plusieurs pistes de travail ont été évoquées concernant la **cartographie des pollutions et des aléas** :

- Mobilisation d'étudiants (notamment en lien avec la transition écologique) pour travailler sur la cartographie des pollutions, le recensement de sites et la cartographie des aléas climatiques.
- Possibilités d'entrées via Toulouse (en lien avec Anne), Perpignan (proposition par Gilles d'un à deux stages financés) et d'autres bassins universitaires.
- Réflexion sur des dispositifs de co-encadrement entre l'Institut écocitoyen et les chercheurs.

Les bases de données existantes ont été mentionnées, tout en soulignant l'intérêt de développer une **cartographie interactive et participative**, permettant aux habitants de signaler des pollutions connues ou observées (déchets toxiques, sites non répertoriés, pratiques locales).

Cette approche viserait à croiser savoirs scientifiques, données institutionnelles et connaissances citoyennes.

3. Retours de terrain et questionnements

Un échange avec le domaine Beauregard a permis de revenir sur une **interdiction de tronçonnage** concernant des étudiants d'un lycée de Limoux pourtant formés aux techniques. Plusieurs hypothèses ont été évoquées :

- risques physiques liés aux arbres,
- risques de contamination (cendres, fumées),
- impacts potentiels des produits utilisés par les pompiers sur les milieux.

Ces éléments soulignent l'importance de mieux documenter les **pollutions secondaires** générées lors des événements extrêmes.

4. Multi-exposition et ouverture internationale

Le département de l'Aude étant un **territoire multi-exposé**, il a été jugé pertinent d'organiser des réunions et travaux abordant le multi-risque de manière transversale, avec une entrée possible par la pollution chimique.

Un intérêt a été exprimé pour des échanges avec des partenaires espagnols, disposant d'une culture du risque incendie mais moins développée sur les inondations, comme l'a illustré récemment le cas de Valence.

Il a également été proposé d'explorer les risques recensés dans les enquêtes publiques et les archives.

5. Acteurs institutionnels et premières étapes

La nécessité d'organiser rapidement une **réunion de cadrage** avec les acteurs institutionnels a été actée, notamment :

- DDTM,
- Département,
- SDIS,
- SMDA,
- Parcs naturels régionaux.

Cette réunion viserait à établir un **premier état des lieux** des dispositifs existants en matière de culture du risque et de cartographie.

6. Ateliers et actions à venir

Plusieurs actions concrètes ont été envisagées :

- Organisation, dès le printemps, d'**ateliers de cartographie participative** sur des zones ayant connu incendies, inondations ou submersions.
- Mobilisation d'étudiants, notamment avec Anne, nécessitant la préparation en amont d'outils (cartographies d'aléas climatiques, pollutions, risques).
- Didier se chargera de récupérer les données sur les zones d'incendie.
- Viviane travaillera à la récupération des cartographies existantes du SMDA (inondations, submersions marines).
- Possibilité d'associer les services des eaux et forêts à la démarche.

Un travail est également envisagé pour développer une **interface ou géoportail** permettant la remontée d'informations citoyennes (pistes évoquées : OpenStreetMap, Géoportail, Pico Occitanie).

7. Partenariats, stages et bénévolat

- Volonté de lancer rapidement des **offres de stage** afin d'attirer les meilleurs profils (cartographie, illustration, analyse des risques).
 - Quid d'un contact avec la **clinique du droit de l'environnement de Narbonne**.
 - Prise de contact envisagée avec Terraforma pour un accompagnement sur les enjeux de risques actuels.
 - Réflexion sur un **appel à bénévoles** autour de la culture du risque, incluant une veille ou des retours d'expérience internationaux.
-

Prochaines échéances

- **Lundi 19 janvier à 18h (visio)** : réunion dédiée aux propositions de stages et à la stratégie de recrutement des stagiaires.
- **Mardi 17 février à 18h (visio)** : réunion mensuelle de suivi et point d'avancement du projet.

D'ici là :

- Viviane organisera une réunion avec le Département, le SDIS/CIS, le SMDA, la DDTM et les PNR.
- Démarrage d'un travail avec des bénévoles pour rassembler les informations existantes sur les pollutions et risques climatiques.
- Avancée sur la mise en place d'un géoportail de collecte citoyenne.
- Prise de contact avec Terraforma.

L'objectif est de pouvoir lancer les **premiers ateliers cartographiques au printemps**, en lien avec les acteurs locaux et la population, notamment sur la thématique du risque incendie.